

Des ONG dénoncent l'absence d'écoute de Julien Denormandie sur la réforme de la PAC

Depuis l'arrivée de Julien Denormandie au poste de ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, en juillet 2020, de nombreuses organisations citoyennes ont sollicité à plusieurs reprises des rendez-vous avec lui. En vain. La porte du bureau du ministre leur reste close, quand d'autres parties prenantes multiplient les rendez-vous à l'Hôtel de Villeroy. Les ONG dénoncent aujourd'hui cette asymétrie d'intérêt et d'écoute de la part de Julien Denormandie et s'inquiètent de ses conséquences dans les arbitrages qu'il prendra dans les prochaines semaines, en particulier pour la réforme de la PAC.

Les organisations paysannes, les associations de protection de l'environnement et du bien-être animal et celles de consommateurs font partie de la liste des parties prenantes officiellement consultées par les autorités françaises pour la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC). Elles sont traitées sur un pied d'égalité avec les organisations agricoles à tous les niveaux du processus... Sauf un : celui des rencontres bilatérales avec l'actuel ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation ! En effet, alors que la réforme de la PAC est un des grands dossiers à l'agenda du ministre depuis l'été dernier, à la fois pour sa négociation au niveau européen et pour sa déclinaison au niveau national, Julien Denormandie ne semble pas enclin à rencontrer une partie des acteurs consultés par ses services sur ce dossier.

Le fait qu'un ministre de l'Agriculture n'ait jamais reçu certaines des associations membres des comités officiels de son ministère constitue un précédent inédit ! Le constat est suffisamment partagé par une diversité d'organisations pour qu'il ne puisse s'agir d'un simple problème d'agenda : depuis sept mois, ce sont des dizaines de demandes de rendez-vous, émanant aussi bien d'organisations de développement agricole, que d'associations environnementales ou de consommateurs, mais aussi de la plateforme *Pour une autre PAC* réunissant 45 structures d'envergure nationale, qui sont restées lettres mortes. Ces organisations réitèrent leur demande d'être reçues individuellement par le ministre.

Le choix manifeste de Julien Denormandie de ne pas se rendre accessible à ce type d'acteurs n'est pas de bon augure quant à la place qu'il leur accorde dans la construction de la réforme de la PAC. Pourtant, les organisations concernées possèdent de véritables légitimité et expertise : elles travaillent ensemble depuis plusieurs années à l'élaboration d'un projet de réforme de la PAC concret, réaliste et ambitieux. Elles craignent que les décisions prises par Julien Denormandie pour la réforme de la PAC soient à l'image des acteurs qu'il aura reçus, faisant ainsi primer les intérêts d'économie agricole de court-terme - compétitivité et productivité en tête - sur toute autre considération.

Les organisations signataires demandent donc à Julien Denormandie d'honorer sa fonction de ministre en charge de l'alimentation. Elles lui rappellent que les enjeux environnementaux ou de bien-être animal ne peuvent plus être ignorés ou réduits à des mesures cosmétiques et que les citoyens-consommateurs, financeurs de la PAC, sont en droit d'exiger que celle-ci permette réellement au monde agricole de répondre à leurs aspirations, en accélérant la transition vers des modes de production plus respectueux de notre environnement et de la santé des consommateurs. Elles espèrent donc avoir l'occasion, au cours du mois de février, de fournir au ministre des éléments d'appréciation lui permettant d'effectuer, à l'issue des consultations, des arbitrages équilibrés et conformes à l'intérêt général.



Contacts presse

Pour une autre PAC

Michaël Luzé

☎ 06 63 63 40 08

UFC-Que Choisir

Marie-Christine Brument

☎ 01 44 93 19 84